

République de Guinée équatoriale

Performances macroéconomiques

Au cours de la période 2015-2018, le PIB réel de la Guinée Équatoriale a baissé de près de 29 %, après quatre années consécutives de récession due à la chute des prix pétroliers et à l'absence de diversification de son économie. En 2017, dépendait des hydrocarbures pour 56 % de son PIB, pour 95 % de ses exportations et 80 % de ses recettes fiscales.

Le taux de croissance du PIB réel a poursuivi son déclin en 2018, tombant à -7,9 %, contre -2,9 % en 2017, suite à la chute de la production pétrolière (-14 %) due à une baisse des rendements des puits en exploitation.

Le déficit budgétaire est estimé à 0,9 % du PIB en 2018, contre 2,9 % en 2017 et 8,6 % en 2016, grâce à des réductions importantes dans les dépenses de l'État (investissements et fonctionnement), conjuguées à des efforts de recouvrement des recettes.

L'inflation est restée modérée au cours de l'année 2018, à un taux estimé à 0,6 %, contre 0,7 % en 2017, principalement à cause d'une contraction des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Grâce à sa mise en œuvre de la stratégie de la CEMAC pour lutter contre les déséquilibres budgétaires et extérieurs dus à la chute des cours pétroliers, le solde budgétaire équato-guinéen s'améliore : ce déficit devrait se réduire à 0,5 % en 2019 et 0,3 % en 2020. Le taux d'inflation (projetée à 1,4 % en 2019 et 1,9 % en 202) devrait rester en deçà des 3 % fixés par la norme communautaire de la CEMAC.

Les croissances resteront négatives en 2019 (-2,7 %) et en 202 (-2,5 %) suite à une baisse de la production d'hydrocarbures et à des ajustements budgétaires. Le gouvernement compte sur des IDE supplémentaires dans le secteur pétrolier pour relancer la production à moyen terme. La croissance devrait redevenir positive en 2021.

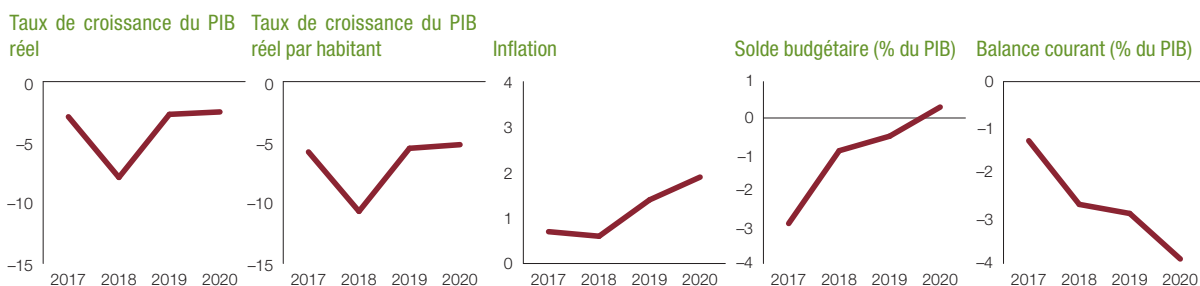
Les efforts du gouvernement porteront sur : i) l'assainissement du cadre macroéconomique ; ii) le renforcement des capacités humaines, notamment en matière de formulation et d'exécution des politiques publiques ; iii) la transformation de l'agriculture pour une diversification de l'économie ; iv) la relance du secteur des hydrocarbures, afin de profiter pleinement de l'embellie des prix sur le marché pétrolier.

À l'instar d'autres pays de la CEMAC, la Guinée Équatoriale fait toujours face à d'importants défis : 1) le faible niveau des réserves ; 2) la faible activité économique ; et 3) le manque de protection des groupes le plus vulnérables. Pour relever ces défis et préserver les acquis, le pays doit poursuivre la consolidation budgétaire dans le cadre des efforts coordonnés au sein de la CEMAC, sécuriser les dépenses prioritaires et entreprendre des réformes pour améliorer le climat des affaires afin de stimuler la croissance et la diversification de l'économie en partenariat avec le secteur privé.

L'amélioration de la gouvernance reste également un défi : (i) l'accès à l'information est limité ; (ii) les procédures en matière de planification, d'exécution, de contrôle, de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques sont peu efficaces et (iii) les institutions manquent de moyens et de systèmes, et le personnel qualifié est insuffisant pour la gestion administrative courante et l'exécution des politiques de réformes.

Au cours de deux décennies précédentes, les ressources pétrolières avaient permis à la Guinée Équatoriale d'investir massivement dans des infrastructures de transport et d'énergie pour soutenir son développement.

En cohérence avec les efforts communautaires des pays de la CEMAC, les autorités nationales semblent être disposées à mettre en œuvre des réformes supplémentaires en vue de promouvoir la croissance et la diversification économique. En 2019, elles réviseront le Plan national de développement économique et social (PNDES) de façon à accélérer la croissance hors pétrole. Le plan révisé vise à diversifier l'économie et à améliorer le climat des affaires.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres sont estimés pour 2018 et projetés par les auteurs pour 2019 et 2020.